

U

ne année terne pour les banques réunionnaises



Sb

Système bancaire

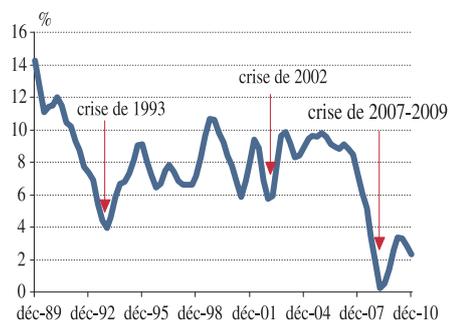
L'activité de collecte et de financement de l'économie par le système bancaire réunionnais est restée relativement peu dynamique en 2010. Les créances douteuses ont continué à progresser, moins rapidement cependant qu'en 2009. Elle continue à peser sur le résultat net des banques locales.

Ralentissement de la collecte d'épargne

Fin 2010, les actifs financiers collectés par le système bancaire réunionnais s'établissent à 10 756 millions d'euros, en hausse de 2,5 % par rapport à fin 2009 (*graphique 1*). La croissance de la collecte de ressources avait nettement fléchi en 2008 et 2009, en liaison avec la crise financière internationale. Elle ne redémarre que très progressivement.

Les dépôts à vue ont progressé de 4,8 % en 2010. Ils représentent un tiers de l'ensemble des avoirs financiers détenus par les agents économiques réunionnais.

■ Graphique 1
Placements totaux (évolution lissée en glissement annuel)



Source : Iedom Réunion

Les placements liquides ou à court terme, qui représentent aussi de l'ordre d'un tiers des dépôts, ont diminué de 0,4 %. Les encours des placements sous forme de comptes à terme ont notamment diminué fortement en 2009 et en 2010. Enfin, l'épargne à long terme a augmenté de 3,4 % sur l'année. Ce type de placements est détenu à plus de 90 % par les ménages.

Moins de demande de crédits

Au cours de l'année 2010, l'encours total des financements consentis par les établissements de crédit de La Réunion a légèrement progressé (+ 1,9 %) (*graphique 2*). Il s'établit fin 2010 à 17 554 millions d'euros. Le rythme de progression de l'octroi de crédit se stabilise ainsi à un niveau mesuré, après le ralentissement débuté en milieu 2006.

Le brusque ralentissement des encours de crédits enregistré en 2009 et leur faiblesse en 2010 peut s'expliquer par une moindre demande de financement des entreprises, des ménages et des collectivités locales. Ceci dans un contexte de resserrement des conditions d'attribution des crédits par les banques.

En rapport avec le ralentissement de l'activité économique, les entreprises ont reporté leurs décisions d'investissement. Les ménages, de leur côté, ont pâti d'une situation économique dégradée et d'une montée de leur vulnérabilité. Leurs achats de consommation ont ralenti, simultanément au retournement du marché immobilier.

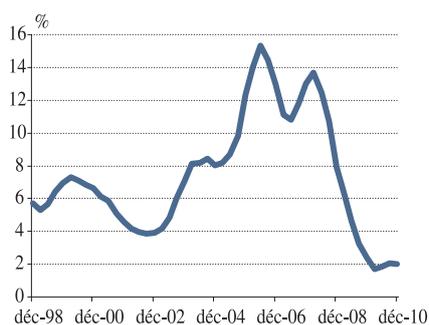
Enfin, la demande de financement des collectivités a également été moindre, en liaison avec la fin des grands travaux d'infrastructure et les reports ou annulations de chantiers. Leurs marges de manœuvre financière ont également été diminuées.

Stabilisation du risque en 2010

Les encours de créances douteuses brutes augmentent de nouveau en 2010, à un rythme moins soutenu : + 9,3 % à la fin 2010, soit + 93 millions d'euros en un an (*graphique 3*). Au cours de l'année 2009, les créances douteuses avaient progressé de 39,7 %, soit + 283 millions d'euros. Le début d'année 2010 a été marqué par les difficultés financières rencontrées par plusieurs grands groupes réunionnais.

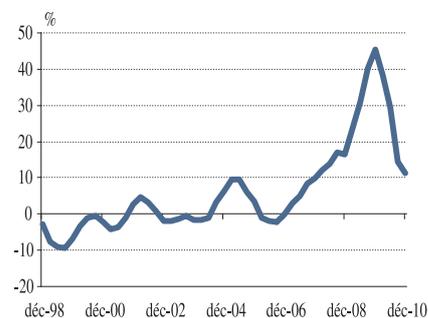
Le poids des créances douteuses brutes plafonne en fin d'année 2010 à 6,2 %, au sein des encours bruts de crédits totaux consentis à la clientèle par l'ensemble des établissements de crédit. Elles ont même diminué légèrement entre le troisième et le quatrième trimestre 2010. Pour mémoire, ce poids s'élevait à 5,8 % à la fin 2009 et à 4,2 % à la fin 2008.

■ Graphique 2
Crédits consentis (évolution lissée en glissement annuel)



Source : Iedom Réunion

■ Graphique 3
Créances douteuses brutes (évolution lissée)



Source : Iedom Réunion

Redressement de la rentabilité des banques

Les quatre principales banques locales (BR, BNP Paribas Réunion, BFC-OI, CRCAMR) présentent en 2010 des performances financières contrastées. Elles sont en retrait par rapport à l'exercice 2008, mais en progression par rapport à 2009. Cette année-là, un des établissements avait été en déficit important.

Le *produit net bancaire* (PNB) s'est stabilisé en 2010, le résultat net après impôt des quatre banques principales s'élevant à + 45,2 millions d'euros. Il avait diminué en 2009 (- 1,7 million d'euros), après + 82,8 millions d'euros en 2008.

Néanmoins, la croissance du *coût du risque* sur créances douteuses pèse toujours fortement sur la rentabilité des banques (*graphique 4*).



Sb

Système bancaire

La *marge globale d'intermédiation* dégagée par les quatre banques locales progresse. Elle confirme le redressement amorcé en 2009 après douze années consécutives de diminution. La baisse continue du niveau de la *marge globale d'intermédiation* des années précédentes limitait la capacité de couverture des risques de contrepartie rencontrés par les banques. Le renforcement de leur rentabilité reposait alors sur l'augmentation des volumes prêtés et le développement de la facturation à la clientèle de prestations accessoires.

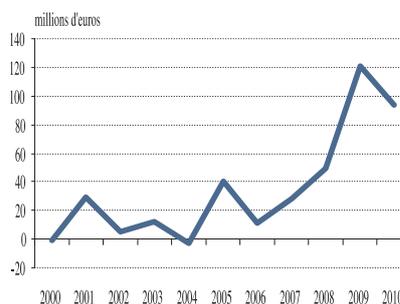
Le redressement des marges observé permet aux banques de mieux maîtriser leur risque dans un contexte économique toujours tendu.

Comme en 2009, l'analyse de la rentabilité des sociétés financières intervenant dans le département montre qu'elles enregistrent elles aussi une progression du risque de crédit. Leur produit net bancaire s'inscrit en hausse de + 5,3 %. Leur résultat net reste inférieur aux niveaux des années 2007-2008, même s'il se redresse nettement en 2010 (+ 15,9 millions d'euros, après + 1,3 million d'euros en 2009). ■

Frédéric ARHAN-HOARAU
ledom Réunion



■ Graphique 4
Coût du risque net en millions d'euros



Source : ledom Réunion

■ Définitions

Produit net bancaire : Le produit net bancaire est la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement. Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.

Coût du risque : Le coût du risque correspond à la charge nette de provisionnement sur créances irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité de crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance, de contrepartie, de taux ou de crédit.

Marge d'intermédiation : Il s'agit de la différence entre le rendement moyen des prêts consentis par les établissements de crédit et le coût moyen de leurs ressources empruntées (dépôts et livrets de la clientèle, emprunts interbancaires et dettes subordonnées).